



MALI

Table des matières

Pourquoi intervenir au Mali ?	2
Le fonds de solidarité d'Afrique	2
Actualité.....	2
Collectivités ciblées.....	2
Domaines d'intervention possibles par rapport aux défis identifiés.....	2
Commune rurale de Diré (région de Tombouctou).....	2
Commune rurale de Pelengana (région de Ségou).....	3
Partenaires identifiés	3
Informations pratiques.....	4
Sécurité : recommandations du MEAE (déplacements)	4
Activités des entreprises et ONG.....	4

Pourquoi intervenir au Mali ?

Le fonds de solidarité d'Afrique

A l'écoute des difficultés de leurs partenaires africains confrontés aux conséquences de la crise sanitaire mondiale, les collectivités territoriales françaises ont exprimé leur solidarité à travers l'ouverture et l'alimentation d'un fonds dédié. Ouvert depuis le mois de mars 2020, ce fonds permettra de soutenir quelques collectivités ciblées dans 3 pays d'Afrique avec un objectif global de résilience des sociétés et des économies dans un contexte de réhabilitation post-crise.

Actualité

Le Mali est confronté à une crise multidimensionnelle : politique, sécuritaire, sociale et crise de développement. Sur le plan sécuritaire, les efforts conjoints des forces maliennes et internationales ne parviennent pas à ce jour à sécuriser le centre et le nord du pays face aux mouvements terroristes. Le désengagement de l'Etat dans ces zones conduit à un affaiblissement des services de base : les régions du Nord et du Centre ont des taux d'accès à l'eau inférieur à 60%. Sur le plan alimentaire, le pays a enregistré sur la période juin-août 2020 une augmentation moyenne de l'insécurité alimentaire de +142% par rapport à la même période en 2019¹.

A ces facteurs structurels s'ajoute une crise socio-politique : suite aux élections législatives contestées en mars et avril 2019, un mouvement social d'ampleur a vu le jour, mêlant des dignitaires religieux, des figures de l'opposition, des organisations de la société civile et des citoyens. Une large coalition de l'opposition s'est réunie sous le nom de « Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques » (M5-RFP). Le 18 août, un coup d'Etat a destitué le président en exercice Ibrahim Boubacar Keïta. Les figures militaires qui en sont à l'origine ont créé le Comité national pour le salut du peuple (CNSP) ayant pour objectif affiché de mener à bien une transition politique.

La pandémie de la COVID-19 a exacerbé la situation : elle a accentué la baisse des revenus des familles¹, contraint un système de santé déjà sous pression, altéré une situation alimentaire dégradée et créé une pression supplémentaire sur un système éducatif déjà éprouvé.

Collectivités ciblées

- Commune Rurale de Diré
- Commune Rurale de Pelengana

Domaines d'intervention possibles par rapport aux défis identifiés

Les partenaires locaux de CUF (Association des Municipalités du Mali) ont transmis une proposition pour une allocation estimée à 50 000 euros pour le Mali (2 communes identifiées soit 25 000 euros par commune). Cette proposition pourra faire l'objet de révisions ou d'une ré-allocation des montants.

Commune rurale de Diré (région de Tombouctou)

Formation :

- Journée communale de renforcement des capacités du personnel médical, des élus locaux et des représentants des OSC (1 200 000 FCFA = 1 830 euros)

Equipement médical :

- Achat de des kits sanitaires (dispositif de lavage de main, gel hydro-alcoolique, savon liquide, masques) (7 000 000 FCFA ≈ 10 680 euros)

Renforcement de dialogues intercommunautaires :

- Activités de communication et d'information : émissions radios, diffusion des messages et de communiqués, organisation de débats. (1 000 000 FCFA ≈ 1 530 euros)



¹ La crise sanitaire a accru le manque de couverture des besoins de 30% et généré une baisse de revenus des ménages les plus vulnérables de 20 à 25%. (Données issues du Bureau de la coordination des affaires humanitaires - OCHA)

Soutien alimentaire :

- Achat de denrées alimentaires (riz, mil, couscous, pâtes, huile) (7 000 000 FCFA \cong 10 680 euros)

Coût estimé : 16 200 000 FCFA \cong 24 714 euros

Commune rurale de Pelengana (région de Ségou)

Formation :

- Organiser 2 ateliers de formation et d'informations des animateurs et de formateurs de la commune sur les symptômes et les mesures préventives à adopter pour lutter contre la COVID-19.
- 2 personnes retenues par village pour prendre part auxdits ateliers (la commune compte 28 villages). Par respect des mesures de distanciation, 30 participants par atelier qui se dérouleront sur une journée.
- Montant par atelier : 600 000 FCFA soit 1 200 000 FCFA \cong 1831 euros.
- Organiser par village des journées de sensibilisation et d'information des populations sur la lutte contre la pandémie. Journées animées par les représentants des villages qui auront pris part aux ateliers de formation. 2 journées de sensibilisation par village
- Montant par journée /village : 50 000 FCFA soit 2 800 000 FCFA pour les 56 journées dont 2 journées /village = 4272 euros.



Equipeement médical :

- Achat de thermomètres infrarouge. Dotation de la mairie, des centres d'état civil secondaire et des CSCOM d'un thermomètre infrarouge, soit au total 7 thermomètres
Montant unitaire: 90 000 FCFA, soit 630 000 FCFA pour les 7 prévus = 961 euros
- Achat dispositif de lavage des mains. Ces dispositifs seront installés devant la mairie (1), les centres d'état civil secondaire (3), les centres de santé communautaires (3) les maternités rurales (1), les établissements scolaires (19), la Sous-préfecture (1) et enfin les vestibules (28).
Montant unitaire par dispositif : 25 000 FCFA, soit 1 400 000 FCFA pour 56 sites = 2 136 euros
- Achat de 56 cartons de gel hydro-alcoolique (1 par site). Montant unitaire paquet de gel : 80.000 FCFA, soit 4 480 000 FCFA pour 56 cartons = 6 834 euros
- Achat de 112 cartons de savon liquide (2 cartons par site).
Montant unitaire : 32500 FCFA, soit 3 640 000 FCFA = 5553 euros
- Achat de 56 paquets de 50 masques de protection, mis à la disposition de la commune.
Montant unitaire : 40 000 FCFA, soit 2 240 000 FCFA = 3417 euros

Soutien alimentaire :

- Achat de Riz, de mil, de savon, de l'huile pour les personnes affectées par la pandémie de COVID-19

Coût estimé : 16 390 000 FCFA = 25 004 euros

Partenaires identifiés

- PELENGANA : personne de contact : Mme DIABATE Mamou Bamba, maire
bambamamou@yahoo.fr - 00223 66 72 44 65
- DIRE : personne de contact : Kalil Ibrahim TOURE
- **Autre partenaire potentiel :** l'association Santé Mali Rhône Alpes (SMARA), dotée d'une expérience de plus de 30 ans au Mali, contribue au développement sanitaire de la région de Tombouctou (formations, sensibilisation, accès aux

soins). Selon les échanges avec les partenaires locaux, cette association présente dans la commune de Diré pourra être mobilisée pour fournir un appui opérationnel ou de compétences

Informations pratiques

Sécurité : recommandations du MEAE (déplacements)

En raison des menaces terroristes prévalant dans la zone sahélienne, il est recommandé aux personnes devant se rendre en mission au Mali de faire preuve de vigilance et de se tenir informés de l'évolution de la situation. Il est rappelé que les risques d'attentat et d'enlèvement dans les zones classées en rouge sont particulièrement élevés. Tout projet de déplacement dans ces zones est à exclure. Les déplacements professionnels restent possibles en zone orange, sous réserve d'être en conformité avec l'ensemble des consignes détaillées ci-dessous.

Activités des entreprises et ONG

Les entreprises et ONG susceptibles d'avoir des activités en zone rouge doivent établir un plan de sécurité prenant en compte le niveau particulièrement élevé des risques. Il est recommandé de le transmettre à l'ambassade de France à Bamako et de consulter le Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères en amont de son déplacement. Les déplacements professionnels dans cette zone, lorsqu'ils sont absolument indispensables, doivent faire l'objet de mesures de sécurité particulièrement robustes, incluant notamment une escorte de sécurité.

